

**CONVOCACION DU FORUM MONDIAL “Pascual Carrión” SUR
LA RÉFORME AGRAIRE (FMRA).**

***Les nouveaux enjeux sur la gestion de l'espace et l'accès aux
ressources naturelles au XXI^{ème} siècle***

Après avoir occupé pendant une bonne partie du XX^{ème} siècle une place éminente au sein des combats sociaux, des mouvements paysans, des agendas des institutions internationales et des politiques de développement de nombreux pays, la question de la réforme agraire semblait s'être essoufflée pendant les deux dernières décennies. Et ça, malgré les profondes tensions sociales liées à la pauvreté, à la famine et aux luttes pour la terre et l'eau qui menacent l'humanité de nouveaux conflits, plus graves que ceux d'aujourd'hui.

A l'heure actuelle, dans le contexte de la globalisation néolibérale, les grands enjeux de la planète exigent de nouvelles politiques d'accès et de gestion de la terre; il est urgent de reprendre la réflexion sur les réformes agraires, à la recherche de nouveaux modèles nous permettant de réduire les inégalités et de garantir les droits fondamentaux de toutes les personnes de par le monde.

• **LE FORUM MONDIAL SUR LA RÉFORME AGRAIRE “PASCUAL CARRIÓN” (FMRA)**

Dans le monde actuel, pour combattre la pauvreté, la faim, les dommages subis par l'environnement et la disparition de la paysannerie dans les milieux ruraux de toute la planète, on pense à la souveraineté alimentaire comme un paradigme alternatif qui repose sur trois piliers: considérer l'alimentation comme un droit de l'homme ; demander pour tous les peuples et pour tous les États le droit à définir leurs propres politiques agricoles ; et, enfin, placer au cœur de ces politiques ceux qui produisent les aliments : agriculteurs, fermiers et pêcheurs. La souveraineté alimentaire signifie, donc, que les peuples ont droit de produire leur nourriture dans leur propre territoire, ce qui exige des processus de réforme agraire de longue haleine.

La réforme agraire est l'axe central qui doit permettre aux paysanneries pauvres d'accéder et de contrôler la terre, les semences, l'eau et les autres ressources productives. Dans ce sens, appliquer des programmes effectifs de réforme agraire n'est pas une question de bonne volonté des gouvernements, mais une obligation légale, qui dérive directement des droits de l'Homme. La réforme agraire doit être reconnue comme un instrument de politique publique efficace pour combattre la pauvreté.

- **LA GESTION DE L'ESPACE ET DES RESSOURCES NATURELLES**

La discussion sur la réforme agraire au XXI^{ème} siècle comprend beaucoup d'autres éléments en plus de la distribution de la terre. Ce ne sont pas seulement les paysans sans terre qui s'intéressent à la création de mécanismes plus équitables d'accès à la terre, mais aussi les secteurs sociaux urbains, les consommateurs, les entrepreneurs, les agriculteurs des pays développés. Tous voient leur survie ou leur croissance menacées à cause de ces millions de paysans chassés de l'agriculture et condamnés à une extrême pauvreté. Tous s'inquiètent de la destruction des écosystèmes, de la rupture des équilibres écologiques de la planète et des nouveaux conflits générés par les modes d'accès à la terre et à la gestion du territoire.

La terre est vue de plus en plus comme un espace complexe, multifonctionnel. Elle revêt une dimension environnementale, avec des éléments comme les ressources naturelles, les réserves de biodiversité et l'impact sur le climat. Les économies rurales reposent de plus en plus sur des activités touristiques qui produisent souvent des conflits d'intérêts avec les droits des populations rurales. Les interactions entre le milieu rural et la ville prennent de nouvelles formes, et l'opinion de la population urbaine sur la gestion de l'espace et sur la façon de produire des aliments sains ne doit pas être ignorée. Tout cela oblige à mettre à jour les politiques de réforme agraire.

Le FMRA se veut un espace pour le dialogue, l'échange d'expériences, la réflexion, la construction de processus et de propositions. Ce Forum prétend qu'organisations agraires et sociales, experts, ONG et institutions gouvernementales de différents continents puissent aborder la question de la terre et étudier l'influence des réformes agraires sur des processus sociaux et économiques qui visent à la souveraineté alimentaire, à la réalisation des droits de l'homme et à la création des conditions nécessaires pour un développement durable de la population mondiale.

- **OBJECTIFS**

Les objectifs principaux du FMRA sont :

- collaborer à l'introduction de la question de la terre dans l'agenda prioritaire des mouvements sociaux mondiaux ;
- contribuer à élaborer un nouveau paradigme pour la réforme agraire du XXI^{ème} siècle. Montrer que ces politiques se justifient tant pour des raisons de justice sociale que pour des raisons économiques ; débattre les nouvelles modalités de politique des terres que requiert le contexte actuel;
- renforcer les processus sociaux et d'alliances de différents secteurs qui cherchent à rendre possibles de nouvelles politiques d'accès à la terre et de gestion des ressources naturelles.

- **CONTENUS**

Le FMRA essaiera de répondre à la question : de quelles nouvelles modalités de réforme agraire avons-nous besoin dans les conditions actuelles ? Pour obtenir la réponse, on abordera deux grands sujets :

- l'analyse des expériences des réformes agraires au XX^{ème} siècle, de leur contexte social, politique et économique, des réussites et des échecs et des contre-réformes, et ce, à partir d'un éventail de faits choisis en fonction de leur intérêt actuel;
- la nécessité des réformes agraires et les outils adéquats pour les mettre en place à l'aube du XXI^{ème} siècle ; on étudiera les rapports existants entre la question de la terre, la souveraineté alimentaire, le développement durable et les équilibres écologiques.

- **DÉVELOPPEMENT DU FMRA**

Le FMRA aura lieu à Valencia (Espagne) le 5, 6, 7 et 8 décembre 2004.

Le programme se réalisera à travers des Conférences, Séminaires et Ateliers. On ouvrira des espaces pour des activités autogérées en rapport avec les thèmes du Forum.

Organisations paysannes, organisations indigènes, organisations de pêcheurs, experts, chercheurs et organismes non gouvernementaux feront partie de ce Forum. On invitera aussi des organisations de consommateurs, des organisations de l'environnement, organismes gouvernementaux, institutions internationales multilatérales et entités financières et de coopération.

Le FMRA s'inscrit dans la dynamique de forums thématiques générée par l'esprit de Porto Alegre et il assume la Charte de Principes du Forum Social Mondial.